

# LA GÉORGIE

## POLITIQUE & SOCIALE

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 51, rue Saint-Sauveur, PARIS

LA GÉORGIE est en vente à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION (Librairie Georges Bellais) 17, rue Cujas, Paris (V<sup>e</sup>).

### SOMMAIRE

Le tzarisme et les nations opprimées. — Faits divers. — Considérations sur la noblesse géorgienne. — L'exécution de Von Phève. — Les Bastilles russes. — Congrès des révolutionnaires géorgiens. — Quelques faits de la politique russe en Géorgie.

## LE TZARISME ET LES NATIONS OPPRIMÉES

La question de l'unité et de l'indépendance nationale était un des plus puissants facteurs dans la politique du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous l'influence de la grande révolution et des guerres de la République et du premier Empire, la question de nationalité a pris un essor inattendu. L'unité allemande, l'indépendance de l'Italie, la création de la Belgique, de la Grèce, de la Roumanie, de la Serbie et de la Bulgarie, tout cela fut le résultat direct de cette idée nationale réveillée par les événements sublimes de la grande Révolution. Sans aucune exagération, on peut affirmer que toutes les guerres ainsi que les mouvements révolutionnaires du siècle passé, même provoquées par une rivalité économique, prenaient le caractère national. Inauguré dans les pays de l'Europe occidentale, le mouvement pour l'indépendance et l'unité nationale envahissait peu à peu les pays d'Orient.

La Turquie, empire composé de différentes nationalités, toute-puissante comme elle était encore au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, se vit peu à peu privée de ses provinces et réduite à une complète impuissance.

On peut admettre cette idée de nationalité comme un des plus puissants facteurs de l'évolution politique moderne, et la Russie, empire composé de beaucoup de nations, comme l'empire Ottoman, n'a pu éviter l'influence de cette évolution. Il est tout-à-fait naturel que les Polonais, les Petits-Russes, les Finlandais, les Arméniens et les Géorgiens aspirèrent

pendant tout le siècle passé, comme encore à présent, à une vie nationale indépendante ou autonome. Malgré toutes les atrocités barbares que le gouvernement russe emploie pour écraser tout mouvement national chez les peuples subjugués par lui, l'évolution générale amènera inévitablement la Russie, ou vers le démembrement comme la Turquie, ou vers un ordre constitutionnel avec les nations et les provinces autonomes.

Mais le Tzar Nicolas II et ses ministres pensent que par leurs cosaques, leurs gendarmes et leurs mouchards, par des persécutions atroces, ils seront capables d'arrêter la marche de cette évolution politique. Aussi nous les voyons engagés dans une persécution sans pitié ni trêve, de la vie économique, sociale, intellectuelle et même de la langue de toutes les nations qui ont le malheur de se trouver sous le joug russe. Dans ce désir de paralyser le mouvement national, le gouvernement de Nicolas II ne s'arrête devant rien, pas même devant la violation des lois fondamentales de l'Empire et des traités internationaux...

La Finlande, pendant tout le siècle passé, fut un modèle de loyauté envers l'empire du Tzar; elle a fourni à l'état russe toute une série d'hommes d'état, de généraux, d'ingénieurs et d'administrateurs des plus distingués, des plus loyaux, des plus dévoués à la patrie russe et même à la personne du Tzar. Une constitution reconnue par l'empereur Alexandre I en 1809 — 12, puis élargie par Alexandre II, rendit cette petite nation prospère et hautement cultivée. En 1888 ce petit peuple de 2 millions d'habitants employait pour son industrie plus de la moitié du fer consommé dans tout l'empire. Elle a créé une instruction populaire et gratuite pour tous; sa vie intellectuelle florissait, et l'université d'Helsingfors présenta au congrès international géographique de Londres (1895) des travaux géographiques et géodésiques d'une telle perfection que, comme nous l'avons souvent entendu dire par le célèbre géographe Elysée Reclus, ils provoquèrent l'admiration touchante des géographes du monde entier.



Jamais dans ce pays de loyauté aucune idée révolutionnaire anti-russe n'avait germée ; même dans la société russe, les Finlandais étaient toujours renommés comme les serviteurs les plus zélés du gouvernement russe. Cela dura jusqu'à la fin de 1898 époque à laquelle le gouvernement, guidé par Von Plehve, un parvenu politique, et par Pobiedonostzeff, chef du Cléricalisme, inaugura cette politique d'abolition de la franchise national et de destruction d'une civilisation beaucoup supérieure à celle de St-Petersbourg. Et voilà qu'en moins de 6 ans le pays est plongé dans un deuil national et que le palais du Sénat national est souillé du sang d'un général russe, Bobrikoff, instrument stupide, brutal et implacable de cette politique d'oppression, cher à Nicolas II et à ses ministres. Oui, c'est Nicolas II lui-même, et ses ministres, qui sont responsables de ce sang versé à Helsingfors par un jeune homme héroïque, Schumann, qui en sacrifiant sa vie, a frappé un Gessler de notre temps.

Si, du nord de l'empire, de la petite Finlande, nous passons au Sud de cet immense état, dans le riche et beau pays de Transcaucasie, nous y trouverons aussi qu'un gouverneur-général Prince Golitsine, était, il y a quelques mois, attaqué en plein jour et s'il n'a pas succombé à ses blessures, comme Bobrikoff, c'est seulement par miracle. Celui-là était attaqué par des Arméniens. Et nous savons très bien que les Arméniens, comme les Finlandais, ont été jusqu'à ces derniers temps les plus loyaux sujets du tzar.

Depuis le milieu du siècle passé, depuis que l'empereur Nicolas I<sup>er</sup> s'entendit avec le Catholicos arménien, Nerses le Grand, sur la politique à suivre pour protéger les Chrétiens contre la domination turque dans l'Asie Mineure, la nation arméniennne fut la plus fidèle et la plus dévouée à la Russie, les arméniens furent les meilleurs alliés du Tzar. Parmi les généraux les plus distingués, Loris Mélikoff, Lazareff et Tergoukasoff étaient des Arméniens. Nation paisible et industrielle, les Arméniens ne tardèrent pas à réaliser un progrès notable ; les écoles primaires et secondaires, les gymnases de jeunes filles et les écoles professionnelles furent créés partout et soutenus exclusivement ou par des souscriptions volontaires et des donations de gens riches ou par les revenus des biens de l'Eglise. Pas un sou n'était fourni par le trésor impérial. Cette église arménienne a conservé jusqu'à nos jours la tradition démocratique de l'église Chrétienne primitive. Tout le clergé, depuis le plus humble bedeau et sacristain jusqu'aux évêques, patriarches et Catholicos sont nommés par les élections locales, régionales ou nationales. Cette église élective fut, pendant des siècles d'oppression turque et persane, le vrai foyer de la vie nationale, et il n'y a rien d'étonnant si parmi les Arméniens une tradition s'était établie de toujours léguer quelque chose à l'église, et si les biens de cette église ont été considérés comme des biens nationaux ; c'est justement sur ces biens nationaux que le Tzar Nicolas II, toujours sous la maudite influence du même Pobiedonostzeff, a mis la main. Tous ces biens ont été sequestrés et pris par

l'administration de la bureaucratie russe aussi rapace mais beaucoup plus arrogante et brutale que celle de la Turquie. La nation résistait, le vieux patriarche, celui-là même que les Arméniens appellent « Haïrik » (Le Père), l'ancien délégué au Congrès de Berlin, implorait en vain cet Empereur « Pacificateur » de ne pas ruiner l'instruction et la bienfaisance nationale arménienne basées comme elles le sont sur les biens de l'église. Par force brutale, par le knout, la volonté suprême de Plehve et Pobiedonostzeff fut imposée ; les écoles furent fermées, la nation tout entière fut outragée, humiliée, mais comme en Finlande les vengeurs ne tardèrent pas à se lever. Le gouverneur-général Bobrikoff en Finlande, le gouverneur-général Golitsine au Caucase, instruments impitoyables et brutaux de cette politique de brigandage et d'oppression ont été attaqués et la responsabilité de ces actes incombe au gouvernement de Saint-Petersbourg.

Dans un article que le lecteur trouvera un peu plus loin, une esquisse est donnée de ce que ce même gouvernement fait en Géorgie.

Admettons un moment qu'au point de vue formel, la déclaration du grand-duc Michel et de Plehve, citée dans cet article, puisse être encore appliquée aux affaires de Finlande et d'Arménie. La constitution finlandaise ayant été accordée par les autocrates russes, comment tel autre autocrate au mépris de tous ces engagements pouvait-il les révoquer. L'humanité peut le maudire, l'histoire peut le condamner, mais en tout cas il peut dire qu'il n'a pas outre-passé ses prérogatives. Mais tout autre est la question avec la Géorgie. Ce n'est pas à l'empereur de Géorgie, ce n'est pas comme à un pays conquis que le traité d'annexion fut octroyé ; le traité fut conclu entre l'empire russe et le royaume de la Géorgie indépendante. C'était un traité entre deux pouvoirs égaux au point de vue internationale et les empereurs russes sont tenus à la stricte observation de ce traité. Leur serment solennel, leur parole d'honneur impériale sont les garanties de l'observation loyale de ce traité. Nous pensons toujours que si, selon l'ancien dicton « Noblesse oblige », les obligations de la Couronne sont encore plus sacrées, et qu'un traité promulgué par un manifeste lu dans toutes les églises et inséré dans les recueils des lois de l'empire est obligatoire pour l'honneur d'un empereur. Mais il paraît que l'Empereur actuel l'ignore. Ses oncles, ses ministres, essayent de le persuader que le serment d'un monarque et ses obligations d'honneur ne sont pas obligatoires pour lui. . . .

Mais ils oublient que, dans ce cas, les sujets de ce monarque sont aussi dispensés de toute obligation de loyauté envers lui et que dans le cas d'une révolte ou d'un attentat contre le pouvoir, toutes ces nations opprimées auront la sympathie et le soutien de toute l'humanité civilisée et éclairée.

## Faits divers

M. Kartvelichvili ayant demandé au gouvernement la permission de publier à Tiflis un journal géorgien : *La Revue ar-*



listique s'est vu refusé l'autorisation pour le seul motif que ce journal devait être en langue géorgienne.

De même M. le Dr Hambachidzé ayant fait une demande analogue pour une revue médicale, et M<sup>me</sup> Koboulachvili pour un journal destiné aux enfants, ont reçu tous les deux un refus pour le même motif.

Le gouvernement a ordonné que les articles et les nouvelles de la presse géorgienne se rapportant à la guerre russo-japonaise devaient d'abord être traduits en russe et soumis à une censure militaire spéciale qui n'autorise pas en géorgien ce qu'elle autorise en russe.

L'Almanach laïque géorgien pour 1904 publié par M. Gatchechiladzé a été supprimé sur la demande de l'archevêque (russe) de la Géorgie, parce qu'il contenait une page expliquant la théorie de Darwin.

Un élève de l'école primaire de Lantchouti (Géorgie occidentale) dont les parents étaient persécutés par la gendarmerie ayant déchiré le portrait de Nicolas II, l'école a été fermée et tous les élèves expulsés.

Un professeur licencié ès-lettres ayant fini avec médaille par une faculté de lettres d'une grande ville de Russie ayant demandé l'autorisation d'ouvrir à Tiflis un cours préparatoire pour le baccalauréat, la permission lui a été refusée parce qu'il est géorgien.

A Koutaïs la noblesse géorgienne possède un collège comprenant les 4 premières classes, depuis longtemps la noblesse si fidèle et si dévouée au tsar voulait obtenir l'autorisation d'ouvrir les classes supérieures; dernièrement Mr Tzérethéli, maréchal de la noblesse, alla lui-même trouver Mr Zavadsky, directeur général de l'enseignement du Caucase, qui la lui refusa grossièrement.

A Thianéthie le préfet d'arrondissement Léontieff qui se sert du Knout comme auxiliaire administratif pour arracher de l'argent à la population a fait battre, par les cosaques et les gendarmes l'aide médecin Tchibalachvili parce qu'il n'a pas voulu dire de qui il tenait des ouvrages de littérature clandestine. Le supplice dura jusqu'à évanouissement et jaillement du sang.

A Tiflis, l'inspecteur général des imprimeries et des bibliothèques vient d'interdire la lecture des livres et des journaux géorgiens dans les bibliothèques de la société de la propagation de l'enseignement primaire parmi la population géorgienne.

Lorsque la guerre russo-japonaise éclata, à Koutaïs, comme ailleurs en Géorgie, dans le gymnase on lut devant les collègues rassemblés le manifeste du Tzar à ce propos. Ceux-là à la grande stupéfaction de leurs professeurs, au lieu de manifester leur sympathie pour la guerre, accueillirent par des sifflets la lecture du manifeste en question. Ainsi protesta la jeunesse locale contre l'ignominie du tsarisme qui fait égorguer l'un par l'autre deux peuples innocents et gaspille pour de pareilles aventures en Extrême-Orient la richesse de la classe laborieuse. L'effet fut grand. Toute la population de la ville ne parlait que de cela. L'administration locale perdit la tête. Au premier moment elle voulut, pour punir les mauvais sujets du tsar Nicolas II, supprimer tout-à-fait le gymnase. Mais ayant eu peur que cette mesure n'eût comme résultat le soulèvement général de la population géorgienne, elle se contenta d'exclure du gymnase quelques élèves de la dernière année.

Le séminaire de Koutaïs vient d'être fermé définitivement. Le motif était insignifiant. Quelques élèves à propos du manifeste du Tzar relatif à la déclaration de la guerre russo-japonaise, ont commis des actes sacrilèges dans la chapelle du séminaire. Mais ce motif, si minime qu'il soit, a suffi pour que le gouvernement prit cette décision radicale de fermer pour toujours cet établissement unique dans toute la province où les fils du clergé géorgien recevaient tant bien que mal leur éducation.

Dans les écoles communales de la Géorgie occidentale les maîtres d'école ont reçu l'ordre d'exiger de chaque écolier le don d'un rouble au profit de la Croix-Rouge, pour qu'ensuite

l'impératrice douairière et ses favorites empochent au lieu de l'envoyer pour les besoins des blessés.

Dans les écoles primaires dirigées par le clergé géorgien, sous la haute surveillance du clergé russe, au commencement des leçons, aussi bien qu'à la fin, les écoliers récitent les prières composées pour cette circonstance. Depuis la proclamation de la guerre ces prières sont remplacées par d'autres que les petits écoliers adressent à Dieu en lui demandant de secourir la « sainte armée russe » et d'exterminer « ces païens de Japonais »... Pendant ces prières les enfants restent agenouillés.

Dans toutes les écoles (primaires et secondaires) cléricales géorgiennes la langue maternelle est remplacée par la langue russe afin d'activer la russification du pays.

## Considérations sur la noblesse géorgienne

(Lettre de Tiflis)

L'élan patriotique de la noblesse russe provoqué par la guerre russo-japonaise a gagné aussi les rangs de la noblesse géorgienne qui, par l'organe de ses maréchaux et de ses assemblées, s'est ralliée aux sentiments que la noblesse a exprimés partout en Russie. Pour comprendre cette conduite de la noblesse géorgienne, il suffit de connaître l'esprit et les raisons d'être d'une politique particulière à ce corps.

L'annexion de la Géorgie à l'Empire russe une fois accomplie (ce qui eût lieu, on le sait, au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle) la transformation de la vie publique dans toutes ses manifestations fût inaugurée.

Certes, la génération, qui a vu les jours de liberté et d'indépendance, a légué à celle qui suivait le souvenir des temps anciens, la mémoire d'un passé plein de revers et de sinistres, mais auquel la gloire ne manquait point. La tradition ne pouvait pas se perdre; l'absorption des éléments vitaux du pays par la Russie et l'anéantissement de toutes les vellétés d'opposition n'en étaient pas moins complets. Abstraction faite de l'épuisement dernier où la Géorgie se trouvait sous tous les rapports — épuisement qui explique assez pourquoi on avait accepté, comme un fait accompli l'installation des Russes dans le pays, — la noblesse qui représentait alors seule, — ou peu s'en faut, la nation politique, n'était nullement faite pour sauvegarder quoique ce soit, au profit de la nation, dans l'écroulement fatal des anciennes institutions ou bien pour extorquer du nouveau maître quelques garanties pour l'avenir, — comme la noblesse suédoise de la Finlande a su le faire à peu près à la même date.

Les premières tentatives pour réclamer le maintien de l'ancienne dynastie nationale sous le protectorat de la Russie — c'est-à-dire la restauration du régime antérieur au coup de main de 1801, qui avait abouti à l'annexion du pays — ayant été déjouées par l'administration russe, la noblesse géorgienne oublia vite les leçons qu'elle venait de subir, et elle se donna tout entière au nouveau gouvernement. La carrière des armes était toujours chère au cœur des nobles géorgiens; les opérations militaires contre la Perse, la Turquie et les montagnards du Caucase qui remplirent les trois quarts du XIX<sup>e</sup> siècle, furent un vaste champ pour les tendances guerrières de la no-



blesse en question. De cette façon une entente plus que cordiale s'établit entre les Russes et les Géorgiens.

La fraternité scellée par le sang répandu en commun sur les champs de bataille, le dévouement et la loyauté, devenues proverbiales, des Géorgiens envers les Tsars qui ne manquaient pas de donner à leur « fidèle noblesse géorgienne » des signes de leur bienveillance, tout cela date de cette entente dont nous venons d'esquisser l'origine.

Parmi les Géorgiens qui ont fait du service dans l'armée russe, beaucoup se sont élevés jusqu'au rang du haut commandement militaire, toute une pléiade de généraux de combat, d'origine géorgienne, s'est ainsi formée.

Contribuant beaucoup au succès final des armées russes au delà des montagnes du Caucase, les Géorgiens n'avaient, malheureusement, aucune arrière-pensée politique; ils ne réfléchissaient pas à l'avenir politique de leur patrie, si jamais ils réfléchissaient à quelque chose. La vie militaire étant leur carrière préférée, ils ne demandaient qu'à être admis dans les rangs de l'armée russe.

La noblesse géorgienne fournissait aussi un grand nombre de fonctionnaires civils. Ceux qui n'étaient ni *tchinovniks*, ni militaires, ainsi que les épaves des deux services, résidaient dans leurs domaines héréditaires exploités par la main d'œuvre gratuite dans la personne des *serfs* qu'ils possédaient.

L'introduction du régime russe a singulièrement favorisé et accentué le servage en Géorgie. L'administration était toujours là pour garantir aux propriétaires la libre possession de leurs biens et de leur inventaire vivant. Outre la législation russe, une autre cause influençait beaucoup cette situation néfaste et rendait le servage nécessaire pour les seigneurs. Avec le temps les vieilles habitudes d'une vie relativement modeste et toute patriarcale disparaissaient devant des goûts et des besoins plus compliqués; les revenus, qui suffisaient parfaitement autrefois, n'étaient que peu de choses pour ceux qui avaient vu et apprécié le grand train de la vie seigneurale à St-Petersbourg et à Moscou. Du reste, on avait l'exemple sous les yeux, à Tiflis, devenue la résidence du lieutenant de l'Empereur. La culture des terres géorgiennes restait médiévale en plein XIX<sup>e</sup> siècle.

Sans une évolution agraire, économique et technique, la noblesse ne pouvait pas devenir une force nationale et moderne. Pour jouer un grand rôle dans la politique nationale, il lui manquait une chose importante: une solide base économique: or, étant incapable d'améliorer son agriculture et de la mettre au niveau de l'agronomie scientifique, la noblesse géorgienne ne vivait que grâce au servage; après l'abolition de ce dernier (il y a une quarantaine d'années) on eut recours au crédit foncier, mais son fonctionnement fut complètement vicié par le fait que les sommes empruntées, au lieu de servir à l'amélioration du régime agricole — ce qui était la théorie — ne servaient qu'à la consommation immédiate. Les moyens de production étant en retard et en désaccord

avec les conditions et les besoins de la vie nouvelle, une contradiction fatale est née qui aboutira nécessairement à la ruine complète et à la dégradation de la noblesse géorgienne. Elle ne peut pas se suffire à elle-même — elle est obligée pour subsister de demander au gouvernement russe toutes sortes de privilèges et de franchises en matière d'instruction, de paiement d'impôts etc. Le service militaire et civil, c'est-à-dire le renoncement complet à l'indépendance, lui sont, bien entendu, tout-à-fait nécessaires pour ne pas mourir de faim, étant donné que les professions libérales, le commerce et l'industrie supposent une mentalité autre que celle d'un noble géorgien. Dans cet état de choses, comment cette noblesse peut-elle aspirer au rôle du leader dans les affaires publiques? Elle est sujette loyale de la Russie — par la tradition et l'honneur, d'après son dire, par l'intérêt et la nécessité plutôt, dira tout observateur impartial. Elle possède encore de vastes territoires, mais elle ne sait ni ne peut les mettre en valeur, en tirer le profit possible. Le jour viendra où elle sera fatalement déposée par ceux qui seront plus habiles et plus capables. En un mot, sans le soutien et sans les faveurs du gouvernement russe, la noblesse ne pourrait pas exister un seul jour.

Dans ces rudes conditions et désirant quand même rester à la tête de la nation, cette noblesse s'est tracé un programme politique qu'elle suit fidèlement et qu'on pourrait résumer ainsi: « soyons toujours loyaux envers le Tsar et la Russie; profitons de toutes les circonstances pour manifester nos sentiments à cet égard; plus nous serons fidèles sujets, et plus la Russie nous regardera d'un œil favorable, nous laissera intact ce qui nous est cher au point de vue national ».

La Russie accueillait toujours avec un sourire bienveillant, — parfois bonhomme, parfois même solennel — les manifestations qui émanaient de cet ordre d'idées et elle continuait, sans trêve ni relâche, son œuvre de russification et de désagrégation nationale en Géorgie. La noblesse n'en est pas découragée: à ce propos elle forge une théorie de toutes pièces, et cette théorie devient aussi une pierre angulaire de la politique des nobles géorgiens: « ce que les autorités locales nous infligent, disent-ils, c'est leur faute à eux; le gouvernement central, le Tsar, tel et tel grand-duc nous sont favorables — ils nous aiment nous pouvons toujours leur adresser nos doléances, le malentendu ne durera pas longtemps, l'ordre viendra de St-Petersbourg, mais avant tout, ayons de la patience, soyons fidèles et loyaux. Maintenant tout le monde est d'accord que cette politique — déjà, hélas! séculaire a piteusement échoué; elle est absurde puisque elle répète: « soyons fidèles, alors nous garderons ce qui nous est resté ». Mais, messieurs, vous n'avez plus rien à garder; tout est perdu et tout est à conquérir ou à reconquérir! Votre dévouement, à quoi vous sert-il?

Les noblesses sont conservatrices partout. La noblesse géorgienne ne peut pas être conservatrice au point de vue géorgien pour la simple raison qu'elle n'a rien à conserver, le gouvernement russe lui ayant

épargné cette peine ; mais étant tout de même conservatrice, elle l'est au point de vue *russe*, soutenant par tous les moyens le régime en vigueur et associant sa cause avec celle de l'autocratie russe.

## L'EXECUTION DE VON PLHÈVE

Le ministre de l'intérieur de S. M. l'empereur de toutes les Russies vient d'être exécuté en plein jour dans les rues de Pétersbourg.

La première question qu'on se pose dans des cas pareils est celle-ci : faut-il réprover ou approuver de semblables procédés ? Peut-être se place-t-on sur un faux terrain en posant ainsi la question. Il ne s'agit pas d'approbation ou de désapprobation, il s'agit de comprendre l'événement, de l'expliquer en en démontrant sa fatalité, et de tâcher d'en tirer des conclusions.

Après la mort de Sipiaghine, de Plhève a été appelé à le remplacer pour consolider et fortifier la monarchie qui commençait à être ébranlée par les forces révolutionnaires. Il se mit énergiquement à l'œuvre. Avant tout il remarqua que les révolutionnaires à tendances socialistes, par leurs propagandes incessantes et tenaces constituaient l'âme de ce mouvement si menaçant pour la monarchie. D'un autre côté les populations ouvrière et paysanne, poussées à la révolte par les conditions insupportables de leur vie représentaient un terrain propice et fertile pour cette propagande.

Il songea alors à séparer l'âme du corps. Il eut l'idée d'enrayer le mouvement spontané des ouvriers en leur accordant quelques concessions, et surtout il tâcha de guider ce mouvement ouvrier par ses propres agents. De là la fameuse politique de son agent Zoubatoff avec ses trades-union ouvriers et ses universités populaires à Moscou et à Odessa. Mais ces tentatives ont lamentablement échouées ; la grève des mécaniciens organisée par les agents de Zoubatoff à Odessa en 1903, se transforma en une grève générale formidable où la colère populaire gronda contre tout l'état actuel en Russie, renversant la tactique de Von Plhève. Celui-ci s'en vengea en prenant les mesures les plus rigoureuses pour débarrasser l'empire des bascules révolutionnaires ; il inonda la Russie tout entière de ses espions, mit presque tout le pays à suspicion, les prisons regorgeaient. Les prisonniers politiques qui osaient protester contre les mauvais traitements étaient ligotés, battus et jetés dans des caveaux humides. Par ces procédés il tentait d'étouffer l'énergie des révolutionnaires. Les participants des démonstrations politiques dans les rues et des troubles agraires étaient fustigés publiquement. En un mot la terreur blanche sévissait en Russie, mais la colère des révolutionnaires allait aussi crescendo et avec les révolutionnaires toute la Russie pensante était contre de Plhève, tout le monde le haïssait. Il le savait et voilà pourquoi pour sa sauvegarde personnelle seulement il dépensait 2.500,000 fr. Malgré cela il a perdu la partie !..

Il faut dire aussi que à côté des révolutionnaires russes il y a des nations opprimées qui ont également

des griefs contre le tzarisme et qui réclament leur part de la liberté dérobée. De Plhève voyait très bien que le jour où toutes les forces révolutionnaires de la Russie s'accorderont pour des actions coordonnées, ce sera fini de la monarchie. Il fallait donc à tous prix empêcher cet accord. Voilà pourquoi il prenait des mesures si sévères contre les Finlandais et Arméniens, voilà pourquoi il accélèrait la colonisation de la Géorgie par les Russes, il espérait par toutes ces mesures provoquer la haine des nations annexées contre les Russes en général, et se servir ensuite du chauvinisme russe contre celles-ci. Pour cette raison encore il organisa les massacres de Kichineff ; mais il se trompait dans ses calculs, les nations opprimées savent très bien distinguer le gouvernement russe de la nation russe, elles savent très bien qu'entre eux il n'y a rien de commun, elles connaissent la différence qui existe entre un Von Plhève et un Guerchouni, et cet accord se fera malgré le gouvernement russe. Pauvre homme il a perdu doublement la partie !..

Enfin il voulait transformer les états de l'Europe occidentale en succursales de la police secrète russe. Dans beaucoup de cas il a réussi, mais en Italie (cas de Goëtz), en France (cas de Bourtzeff) et en Allemagne (procès de Kœnisberg) il a reçu des coups irréparables et n'a récolté qu'un soulèvement d'indignation populaire. Ainsi ce malheureux homme perdait partout et enfin il se perdit lui même dans sa capitale, dans sa voiture forteresse, bien qu'entouré et protégé par ses fidèles serviteurs !

Vraiment quand on envisage le sort de cet homme on a l'impression d'un nain qui se serait placé sur un volcan et qui prévoyait d'après un grondement sourd l'éruption fatale, tâcherait de l'éviter en bouchant le trou béant du cratère. Pauvre nain, il a été victime d'une faible détonation de l'éruption qui commence à se manifester.

## LES BASTILLES RUSSES

Il paraît que le commercialisme et les grandes guerres du dernier siècle avec leur vraie boucherie de milliers de jeunes soldats ont trop endurci le cœur de l'humanité, et que la sensibilité et la compassion de nos contemporains pour les souffrants et les persécutés sont beaucoup diminuées. Les nouvelles de massacres soit en Chine, soit en Turquie, soit au Transvaal ne laissent non seulement une impression profonde et durable sur notre société Européenne mais même leurs auteurs continuent à jouir d'une position élevée et d'une popularité souvent plus éclatante qu'avant leurs exploits.

Dans le temps, nos grands-pères étaient plus altruistes, ils avaient plus conscience de la solidarité, plus de compassion et de sympathie pour les victimes du despotisme et de l'oppression. Qui ne connaît combien était odieux le nom de la Bastille pour l'humanité éclairée du dix-huitième siècle, pour chaque Français honnête sans distinction de classe. Tout le monde haïssait cet ancien régime avec ces « lettres de ca-



chet ». Le peuple généreux de Paris a accompli comme premier acte de la révolution la destruction de cette maudite Bastille, et le quatorze juillet, date de cette destruction est devenu un jour de fête nationale.

Et pourtant qu'est ce que cela signifie le nombre des victimes de la Bastille qui d'après M. Frunck-Bren-tano s'éleva jusqu'à 5,279 pour la période des trois Louis, depuis Louis XIV jusqu'à Louis XVI.

Ces chiffres sont une bagatelle, un enfantillage en comparaison du nombre d'emprisonnés par les « lettres de cachet » de nos Alexandre, Nicolas et Pobiedonostseff. Le nombre d'arrestations varie entre 3 et 8,000 personnes par an. La Bastille haïe et maudite pendant cent trente ans n'a pas même eu un quart des victimes faites par nos derniers Tsars Alexandre III et Nicolas II. Les mines et les travaux forcés de Sibérie, les endroits sauvages et gélés du cercle polaire, les prisons centrales, la forteresse de St-Pierre et Paul et de Schlüsselburg ont englouti pendant ces derniers 22 ans plus de 32,000 jeunes étudiants et ouvriers, voir même de jeunes filles incriminées d'avoir lu quelques publications imprimées en France ou en Suisse. Dans les oubliettes de Schlüsselburg gémissent jusqu'à présent 18 hommes et femmes incarcérés depuis 20 et 25 ans. Et jamais ces Tsars si célébrés par les nationalistes français n'ont eu même un moment, un sentiment humain pour amnistier ces victimes ensevelies dans les souterrains de la Bastille Russe.

L'amnistie n'est pas connue en Russie, les sentiments humains sont bannis du palais impérial comme la justice et l'honnêteté du ministère où siègent les Pobiedonostseffs et C<sup>ie</sup>.

Au contraire les persécutions augmentent, on poursuit en Russie non seulement pour un acte, pour une publication, ou même pour un discours public mais, on poursuit à présent et toujours au nom du Tzar même, ceux qui se taisent « pas loyalement ». Que le lecteur ne croit pas que ce soit une exagération de notre part, c'est un fait bien connu par chaque Russe et c'est pratiqué au jour le jour par la gendarmerie et la police publique et secrète.

Dans chaque chef-lieu de département, dans chaque sous préfecture il est dressée une liste des habitants suspects soit sous les yeux d'un prêtre, d'un policier rural, ou d'un cabaretier, par un malhonnête dénonciateur des plus obscurs. Dans quelques endroits le nombre de ces suspects est compté par milliers. Le répertoire des noms suspects publié par la Troisième Section pour l'usage de ses agents, contient plus de 36,000 hommes de lettres, professeurs, artistes, avocats et surtout des médecins et des employés de Zemstvo. Tout ce qui est honnête, instruit et indépendant est suspect pour le gouvernement de Nicolas II qui n'a besoin d'avoir autour de lui que des gens brutals et malhonnêtes.

De temps à autres quand l'opinion public commence à manifester le moindre mécontentement de ce despotisme qui déshonore la Russie, les plus capables, les plus marquant parmi ces suspects sont déportés dans les provinces du nord plus au moins éloignées, dans

les endroits les plus sauvages et tout à fait perdus de la Sibérie orientale. Ce n'est pas par exception que des faits pareils arrivent, c'est un système sur lequel se base le trône de Nicolas II.

Nous venons de recevoir une communication de la Géorgie, nous apprenant qu'une liste de suspects et de « non-désirables » (pour l'administration c'est évident!) a été dressée ces temps derniers. 250 personnes pas moins sont désignées comme candidats pour la déportation. Parmi ces malheureux se trouvent aussi bien des Arméniens que des Géorgiens, qui sont suspectés de ne pas vouloir renoncer à leur religion, à leur nationalité, à leur langue maternelle. La liste comprend aussi bien des ouvriers mêlés à quelque grève locale et paisible que des professeurs et des instituteurs, des écrivains et des journalistes, des avocats et des commerçants. Par ce coup inattendu les agents du gouvernement pensent priver les deux nations persécutées de tous les éléments éclairés et indépendants.

Tout les états que nous connaissons même la Turquie n'a pratiqué rien de pareil envers les Serbes et les Bulgares pendant l'agitation nationale pour l'indépendance. Et même, cette Turquie abominable, connaît l'amnistie pour les insurgés de Macédoine et d'Arménie. Seulement le Tsarisme russe et son gouvernement si lâche et incapable envers les Japonais est triomphalement cruel envers ses sujets désarmés qui aspirent à une vie plus ou moins tolérable. Ce gouvernement proféra l'autre jour une menace incroyable: Si les Arméniens, les Finlandais et autres nationalités, c'est-à-dire les Géorgiens, continuent leur résistance aux mesures de russification, dit-il, je saurai comment les déporter en masse en Sibérie et amener à leur place les Petits-Russiens qui eux aussi ne sont pas trop tranquilles chez eux.

Le gouvernement est capable d'accomplir ce crime sans précédent, si l'Europe civilisée et surtout la démocratie Européenne n'élèvent pas leur voix pour la défense des opprimés.

### Congrès des révolutionnaires géorgiens

Le 10 avril 1904, a eu lieu à Genève, un congrès des différents groupes révolutionnaires géorgiens. Le but de ce congrès était d'établir la situation actuelle du peuple géorgien, et de chercher un terrain d'entente, sur lequel les différentes fractions puissent lutter ensemble.

A l'issue de ce congrès, on a adopté plusieurs résolutions dont nous publions les principales.

1<sup>o</sup> résolution sur le séparatisme, l'autonomie et la fédération.

Considérant que l'évolution de l'humanité va vers la solidarité et la fusion des différentes nations;

que l'union fédérative des nations autonomistes est la meilleure forme de leur accord pacifique, et la meilleure garantie pour le libre développement social, intellectuel et moral de chaque nation;

que cette forme fédérative est la meilleure base pour l'établissement futur de l'égalité économique;

que le despotisme russe obstrue la route vers ces



progrès sociaux et que notre devoir pour abattre ce despotisme est de continuer la lutte révolutionnaire à côté des Russes qui travaillent dans la même voie :

Le Congrès repousse le séparatisme, qui n'est pas toujours une garantie pour le libre développement social des nations, ni de leur solidarité et déclare que pour la Géorgie libre, la meilleure forme politique est la Géorgie autonome, en fédération avec les autres peuples.

2° Résolution sur les questions agraires.

Considérant que des vestiges du régime féodal existent encore en Géorgie ;

que le régime capitaliste y a pris pied également ;

que ces deux forces augmentent l'inégalité économique et excitent la lutte de classes ;

que pour effacer cette inégalité et détruire la lutte de classes il faut abolir la propriété privée :

Le Congrès déclare que la socialisation de la terre et la formation des syndicats et des coopérations des paysans sont les meilleurs moyens pour atteindre la future égalité économique.

3° Résolution sur la question ouvrière.

Considérant que l'affranchissement social et économique de la classe ouvrière doit être le but principal du mouvement socialiste révolutionnaire ;

que l'affranchissement doit être accompli par les ouvriers eux-mêmes qui composent les différentes organisations autonomes et révolutionnaires reliées par la fédération ;

que, en Russie comme en Géorgie c'est principalement le despotisme tsariste qui empêche d'arriver à ce but, parce que ses cosaques, son armée et ses policiers protègent les capitalistes et les grands propriétaires :

Le Congrès déclare que les ouvriers des différentes nationalités du Caucase unis en fédération et d'accord avec les autres organisations de la Russie doivent lutter avec persistance pour abattre le despotisme russe et par ce moyen réunir les classes ouvrières pour amener l'affranchissement politique et économique.

4° Résolution sur la tactique révolutionnaire.

Considérant que le peuple doit lutter :

1° Pour la justice sociale et l'égalité économique.

2° Pour la revendication du droit national et pour l'union fédérative avec les différentes nationalités du Caucase ;

que ce n'est pas par les moyens pacifiques et légaux que le peuple géorgien peut arriver à réaliser ses aspirations, mais seulement par voies révolutionnaires et les armes à la main ;

qu'il faut lutter non seulement contre le despotisme tsariste actuel, mais encore peut être contre la République centraliste, qui pourrait peut être se former en Russie et mettre obstacle à l'affranchissement économique et social du peuple Géorgien ;

Le Congrès déclare :

Pour terminer cette lutte par la victoire, il est nécessaire en plus de la propagation de la littérature clandestine et de l'initiation par la parole, d'organiser le peuple pour lutter contre les policiers et l'armée pendant les grèves et les démonstrations, et de créer

des sociétés d'action révolutionnaires pour détruire l'établissement bureaucratique tsariste.

5° Résolution sur les relations que doivent avoir les révolutionnaires Géorgiens avec les différents partis des autres nationalités de la Russie.

Le Congrès des Géorgiens révolutionnaires exprime sa solidarité et offre son aide à tous les partis d'opposition et aux révolutionnaires qui luttent contre le despotisme russe pour la liberté aussi bien du peuple russe que des autres nationalités opprimées par le gouvernement tsariste.

6° Résolution sur le Journal *Sakarthvêlo* (édition en langue géorgienne du Journal français *La Géorgie*).

Considérant que, pendant les discussions, la grande majorité des membres du Congrès ont exprimé leur solidarité et leur accord sur les questions ouvrière, agraire, nationale et de tactique révolutionnaire ;

que les représentants de la rédaction du Journal *Sakarthvêlo* ont exprimé leur assentiment aux résolutions ci-dessus votées par le Congrès :

Le Congrès exprime le vœu que le Journal *Sakarthvêlo* soit le propagateur des idées du Congrès et le représentant du parti socialiste-fédéraliste-révolutionnaire géorgien.

## Quelques Faits de la politique russe en Géorgie

*Lettre de Batoum*

Par une circulaire secrète, adressée aux autorités des provinces de Batoum et de Soukoum — provinces habitées par les Géorgiens, — le gouverneur-général Golitsine a formellement défendu d'avoir un seul Géorgien dans le service et dans les établissements des ministères de la justice et de l'instruction publique. — Comment ? De quel droit un administrateur militaire prive-t-il de leur droit de servir l'état, exclut-il des administrations publiques toute une population de deux millions d'hommes ? La loi russe ne lui reconnaît pas ce droit. Il existe en Russie une législation — qui n'est ni trop humaine ni libérale, il est vrai — mais quand même il existe une législation bien élaborée et obligatoire. D'après le code russe, personne ne peut être privé de ses droits civils et politiques que par les arrêts des tribunaux établis et encore le condamné jouit-il d'un droit d'appel au Sénat. En ce qui concerne les droits et les privilèges d'une partie de l'empire, surtout d'une nation annexée, comme la nation géorgienne, par un traité spécial et international, toute modification dans l'ordre existant doit être : 1° soumise aux délibérations législatives du Conseil d'Etat, 2° sanctionnée par le Tzar et 3° promulguée par une ucaze du sénat. Telles sont les procédures qu'exige formellement la loi russe.

— Alors — diront nos lecteurs, c'est un forfait commis par un militaire ignorant, et il sera sans doute poursuivi par le gouvernement central ? — Pas du tout. Ce militaire brutal et ignorant agit d'après des ordres émanants du ministère de St-Petersbourg. Ce sont les ministres actuels, c'est le Tzar Nicolas II lui-même, qui pratique le mépris des lois fondamentales de l'empire, des droits publiés les plus élémentaires, et reconnus en Europe comme obligatoires pour un gouvernement « chrétien et civilisé ». Le mépris des lois et des traités internationaux est pratiqué avec vigueur aussi bien par le Tzar que par ses ministres et ses conseillers intimes. Ce fut au nom du Tzar et après une délibération des ministres que le grand-duc Michel, président du Conseil d'Etat, déclara en 1899 devant la députation finlandaise, que :

« Le Tzar, étant un monarque autocrate, a le droit de révoquer ou de modifier toutes les lois et les traités internationaux selon son bon vouloir ». Par conséquent la malheureuse nation finlandaise n'a aucun droit de réclamer l'observation du traité annexant la Finlande à l'empire russe.



Nous fûmes plus qu'étonnés en lisant cette déclaration inouïe. Nous ne pouvions croire qu'un homme d'état soit si complètement dépourvu des moindres notions sur le droit public, national ou international. Voici un président du Conseil d'Etat qui ne comprend pas qu'en niant l'obligation pour son gouvernement d'observer les lois promulguées et les traités reconnus, il reconnaît le droit. ... non, le devoir, pour la nation contractante, de recourir aux armes, de se révolter, de déclarer la guerre à son gouvernement. Evidemment, en sa qualité de grand-duc, dispensé comme il est de tout savoir humain, il n'a pas compris que par cette déclaration il dégradait la Russie, qu'il la plaçait même au-dessous des pays barbares, car dans ces derniers, en l'absence des lois écrites on observe les coutumes et les traditions historiques du pays.

Ce qu'il y a de plus étonnant c'est que le principe barbare, si franchement énoncé par le grand-duc, est adopté par le gouvernement du Tzar Nicolas II comme une devise fondamentale du droit public de l'empire. Encore tout récemment le ministre de l'Intérieur, Von Plehve, qui vient de disparaître, développa la même thèse dans une lettre rendue publique, et plus tard défendit cette thèse dans la presse libre des pays civilisés d'occident. Qu'y-a-t-il d'étonnant qu'un tzar si simpliste et ses ministres si primitifs dans leur conception de droit public et de loyauté, aient donné aux gouverneurs de provinces l'autorisation de suspendre les lois existantes, selon leur bon plaisir? — Aussi assistons-nous dans toute la Russie à un spectacle de démesure administrative et d'abus de pouvoir, pareil à ce qu'on trouve parfois en Turquie. Surtout ce qui se passe chez nous en Géorgie, est incroyable.

Dans ces deux dernières années l'administration organisa à Batoum, à Mikhaïlovo, à Sotchi, à Bakou, partout, des massacres de paysans gouriens. La dispersion brutale et souvent sanglante, par les cosaques et la police armée, du moindre attroupement sur les places et les voies publiques, à Tiflis, à Koutaïs, à Batoum et ailleurs sont devenues les choses les plus ordinaires.... En même temps que les rues de nos villes sont devenues le théâtre de scènes d'oppression brutale, une politique de ruine économique pour la nation géorgienne est poursuivie sans aucune pitié.

Toujours par des circulaires secrètes les gouverneurs militaires, comme de vrais satrapes irresponsables, n'autorisent pas la vente de terre aux Géorgiens. Nous possédons la copie d'une pareille circulaire secrète, datée de 1896 et portant le n° 5177. Il s'agit d'un Géorgien à qui les autorités municipales de Gudaout cédèrent un terrain à vendre. Quand le contrat fut soumis à la signature du chef d'arrondissement, celui-ci répondit que « par ordre du gouverneur militaire il était défendu de vendre de la terre aux Géorgiens ».

Ce cas n'est pas exceptionnel. Partout dans notre pays, et toujours par des circulaires secrètes, on refuse la terre aux Géorgiens. Nos paysans souffrent énormément du manque de terre. Ils payent pour la terre, même dans des endroits éloignés des grandes villes, des prix fous. Par exemple dans le district de Racha un acre de terre se vend 2500 à 3000 francs. Mais à coté de cela, les terres détenues comme domaines de l'état russe, sont vendues aux fonctionnaires russes 100 à 150 francs jamais plus cher. Souvent ces terrains sont donnés gratuitement à ces fonctionnaires ou aux colons russes, bulgares ou grecs, à raison de 10 à 12 acres par famille.

Une commune rurale géorgienne, Ujarma, a, pendant 20 ans, fait des démarches auprès des autorités pour acheter des terres libres qui bordaient leurs misérables possessions. Ils reçurent toujours un refus net. Mais l'administration céda gratuitement ces terres à une colonisation mixte de différentes nationalités. De même à Sagarèdjo — une commune géorgienne de 4.500 habitants — les autorités refusent de vendre la terre aux habitants géorgiens, et ont créé une colonie d'Aïssors (Syriens), de Russes et d'autres nationalités. ... Tous ces colons ne connaissent pas la culture des vers à soie, de la vigne et d'autres plantes cultivées par les Géorgiens. En créant ces colonies mixtes, le gouvernement poursuit un seul but, celui de dénationaliser la Géorgie, de ruiner les paysans géorgiens et, par la disette constante, par des famines périodiques, d'arrêter et de diminuer l'accroissement de la population.

Le fait peut-être le plus convainquant que la ruine économique de notre nation est le but de la politique russe, est

fourni par les efforts du gouvernement pour paralyser l'industrie minière du manganèse. Les couches de ce minéral sont en Géorgie les plus abondantes du monde. Plus de la moitié du manganèse consommé par l'industrie du monde entier était fourni par les mines de Géorgie. L'industrie se développait très rapidement, mais les mines appartenant aux Géorgiens, les travaux et l'exportation se trouvaient ainsi exclusivement entre les mains des Géorgiens. Les capitalistes russes, surtout la haute bureaucratie russe, commencèrent à convoiter ces richesses. Mais les petits propriétaires géorgiens ne cédèrent pas, étant disposés à garder les mines pour eux.

Alors les chefs de la bureaucratie s'adressèrent aux ministres Ermoloff et Witte. Le premier en sa qualité de ministre des Domaines de l'Etat et de l'Agriculture menait déjà depuis des années la politique de ruine agricole esquissée plus haut. Il ne demandait pas mieux que d'avoir encore un moyen de renforcer sa politique en paralysant une industrie florissante. Lui et ses conseillers proposèrent au ministre des finances d'augmenter la taxe sur le manganèse. M. Witte consentit et sur une branche du chemin de fer, longue de 40 kil., en introduisit un tarif si exhorbitant qu'il ne tarda pas à tuer l'industrie.

D'après le tarif normal la ligne principale du chemin de fer de Transcaucasie fait payer fr. 14,55 par tonne pour une distance de 600 kil., tandis que le transport d'une tonne de manganèse pour la ligne de 40 kil. coûte 15 frs! Voici déjà six ans que les industriels font des démarches et implorent auprès de messieurs les ministres de les sauver de la ruine! Vains efforts. Le tarif reste en vigueur et l'industrie est paralysée. Le chef-lieu du district comptait il y a de cela trois ans, plus de vingt mille habitants; aujourd'hui on en compte à peine sept mille.

M. Ermoloff est triomphant. Sa politique de ruine a un pareil succès dans toutes les branches de la vie économique, alors les pittoresques, riches et fertiles vallées de la Géorgie, au climat aussi doux que celui de l'Italie centrale et méridionale ne vont pas tarder à être dépeuplées. Qui pourrait empêcher alors le gouvernement de déclarer toutes ces vallées comme domaines de l'Etat? Y-a-t-il en Géorgie quelque organisation sociale ou politique qui pourrait défendre les intérêts nationaux? L'église nationale autocéphale est abolie; le gouvernement collégial, électif et national, dont la Géorgie jouissait les premiers 30 ans après l'annexion volontaire est aboli; l'armée nationale, — en réalité la nation armée — est remplacée par le militarisme russe, et la jeunesse géorgienne fait son service en Sibérie ou aux bords de la Mer Blanche où d'après les rapports officiels, ils meurent presque tous, ces enfants du Midi, victimes d'un climat rigoureux. Tout ce qu'il y avait de national dans le sens politique et social est supprimé, aboli. L'administration russe a supplanté le gouvernement autrefois national. De cette administration aussi les Géorgiens sont rigoureusement exclus. Actuellement le gouvernement de notre pays compte 1182 employés. Dans ce nombre il y a 74 Géorgiens en tout. Et encore quels sont les emplois qu'on leur confie!

26 d'entre eux sont gardes-champêtres, gardes forestiers et autres petits employés dans les villages;

27 traducteurs auprès des tribunaux et bureau de police ruraux;

17 facteurs des postes et télégraphes;

2 taxateurs dans les districts ruraux;

2 sont auprès du gouvernement central à Tiflis; un est traducteur officiel, l'autre est à la commission du Cadastre...

Telles sont, brièvement exposées, les conditions actuelles de la vie politique et sociale, créée par les ministres et les gouverneurs militaires du Tzar.

Et dire que la Géorgie est annexée à l'empire du Tzar d'après un traité régulier; que ce traité garantissait à notre nation l'autonomie complète dans les affaires intérieures; dire que l'observation stricte de ce traité était solennellement garantie par « Notre parole Impériale » du manifeste d'annexion, signé par un Tzar russe! .....

La gérante: E. RENAUD.

Assoc. ouvrière, J. Allemane, directeur, 51, rue St-Sauveur.